



Opposition / CNCC

La manipulation comme arme d'une mobilisation ratée

Comme annoncé depuis quelques jours, le Cadre national de concertation pour le changement au Togo (CNCC) a eu son meeting à Lomé. Pour ce regroupement de l'opposition et de la société civile politiques, le peuple n'a pas répondu présent.



PAGE 9

GENRE



Parlement de la Cédéao

Mémounatou Ibrahima se voit décerner le prix "Inspire Her"

Après l'ouverture de la session ordinaire il y a quelques jours, la présidente du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Mémounatou Ibrahima, et son institution ont accueilli un master class exécutif, le jeudi 7 mai 2026. Organisée par l'Association des femmes parlementaires de la Cédéao (Ecofepa), le master class avait pour thème ...

PAGE 3

TRIBUNE



Le zéro droit de douane chinois

Une clé en or pour l'Afrique

Dans un contexte international marqué par une recomposition accélérée des rapports de puissance, où la multipolarité s'accompagne d'une forme de désordre systémique, les dynamiques économiques mondiales oscillent entre tentations protectionnistes et stratégies de captation des ressources. La Chine propose une approche alternative en ouvrant largement son marché ...

PAGE 9



Visite officielle

Le président de la République s'est rendu à Mission Tové

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Chirurgie cardiaque : le Togo réussit ses premières opérations à cœur ouvert

Le Togo franchit une étape importante dans son système de santé avec la réalisation de ses premières opérations à cœur ouvert à l'hôpital Dogta-Lafié de Lomé. Cette avancée est le fruit d'une coopération entre spécialistes togolais, sénégalais et burkinabè, soutenue par les autorités sanitaires du pays.

Lors d'une conférence de presse, le directeur général de l'hôpital, le médecin lieutenant-colonel Eyouvei Akata, a expliqué que cette initiative vise à réduire les évacuations sanitaires vers l'étranger pour les patients souffrant de maladies cardiovasculaires. Des formations techniques ont été organisées depuis 2024 afin de préparer les équipes médicales togolaises à cette discipline hautement spécialisée.

Selon le professeur sénégalais Gabriel Ciss, 8 patients ont déjà été opérés avec succès. Les interventions ont été entièrement prises en charge grâce à l'appui des partenaires financiers.

Pour le ministre de la Santé, Jean-Marie Koffi Ewonoulé Tessi, cette campagne marque une « première nationale » et ouvre la voie à une autonomie progressive du Togo dans la chirurgie cardiaque.

ENTREPRENEURIAT

Développement local

Le Pnud équipe 11 coopératives agricoles et artisanales au Togo

PAGE 11

Journée de l'Europe

Une célébration qui renforce les engagements pour le Togo

La représentation de l'Union européenne (UE) au Togo a célébré le vendredi 8 mai 2026, la Journée de l'Europe au musée Agnassan Paul Ahyi de Lomé. À l'occasion, elle a mis en lumière les réussites qui ont renforcé son importance sur la scène nationale et mondiale, ainsi que sa détermination à relever ...



PAGE 8

	SOMMAIRE	<p>Commissions de l'UFDA B Trois Togolais intègrent les nouvelles instances</p>  <p>P 10</p>	<p>Football Le Togo forme une nouvelle génération d'encadreur</p>  <p>P 10</p>	<p>Aképe Des producteurs ruraux formés pour renforcer l'élevage avicole</p>  <p>P 11</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

La revente de céréales, une bonne affaire pour Moumouni Tairatou à Blitta

Depuis quelque temps, Moumouni Tairatou étale chaque matin ses bassines remplies de maïs, de soja et même de piments. Mais, pour cette mère de deux enfants, rien n'a été facile. Elle vit depuis près d'une vingtaine d'années avec son mari dans un quartier de Blitta. Il y a quelques années, dans l'incapacité de trouver du travail parce que très peu scolarisée, et sans autre moyen de compléter les maigres revenus que son époux tirait de l'agriculture, elle était sou-vent amenée à aider une amie commerçante pour rentrer avec un peu d'argent. Heureusement qu'en 2015, elle est devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive FNFI. Désormais, elle est très connue dans son quartier avec son activité de revente de céréales. Retour sur son histoire.

De nombreuses femmes Dayant grandi dans les zones rurales comme Moumouni Tairatou se heurtent à des problèmes d'accessibilité à l'éducation, à la formation

et à l'emploi. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales, où le secteur agricole est la principale activité. " Dans mon enfance et ma jeunesse, j'aidais mamaman à cultiver son champ.", confie Tairatou.

Un jour en 2015, une femme s'est adressée à Taitarou et lui a proposé son aide. Cette femme, Mme ZIBO Laouratou, a invité Taitarou à participer à une séance de sensibilisation sur les produits FNFI. Rapidement, Moumouni Tairatou fait les démarches et obtient fin 2015 un premier crédit de 30 000 FCFA avec le produit APSEF. Elle a aussitôt investi cette somme pour se lancer dans une Activité Génératrice de Revenus. Elle a commencé à revendre du maïs ainsi que du soja pour générer des revenus supplémentaires. "Ce crédit a changé ma vie. J'ai démarré avec les 30 000 FCFA et petit à petit mon activité a évolué", confie-t-elle.

À mesure que ses revenus augmentaient et avec les prêts successifs obtenus, Moumouni Tairatou a pu



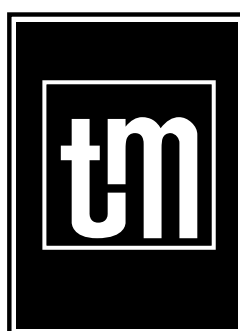
Moumouni Tairatou

essayer de nouvelles choses et a rapidement lancé la revente de piments, d'arachides et d'autres produits agricoles. Depuis quelque

temps, elle cherche à acheter ses produits en plus grandes quantités et surtout à agrandir et refaire la peinture de sa boutique. Aujourd'hui, son activité occupe pratiquement toute la devanture de la maison familiale. Un repas chaud attend toute sa famille tous les soirs, et les frais de scolarité de ses enfants sont régulièrement payés. Elle témoigne : "je suis fière d'avoir développé mon commerce en partant presque de rien. Aujourd'hui mes enfants ne manquent de rien et j'arrive à aider mon mari".

Les crédits obtenus par Taitarou et les séances d'éducation financière suivies étaient tout ce dont elle avait besoin pour démarrer une activité, gagner un revenu décent, lutter contre l'insécurité alimentaire, éduquer ses enfants. Elle est la preuve que l'élimination des barrières à l'inclusion financière des femmes donne naissance à une société plus riche, plus dynamique et plus équitable pour tout un chacun

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Caleb Akponou
Affo-Djèè Alarba
Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Visite officielle

Le président de la République s'est rendu à Mission Tové

Hier, dimanche 10 mai 2026, le président de la République, Jean Lucien Savi de Tové, a renoué avec ses origines en effectuant sa première visite officielle à Mission-Tové depuis son accession à la magistrature suprême. Un retour aux sources placé sous le signe de la foi et du partage.

Accueilli dans une atmosphère empreinte d'émotion, le chef de l'État a pris part au culte du 5ème dimanche après Pâques à l'Église évangélique presbytérienne du Togo (EEPT), paroisse de Mission Tové. Ce temple, l'un des plus anciens du pays, fut la première implantation de la confession presbytérienne à l'époque coloniale

allemande dans la localité. Entouré des fidèles, Jean Lucien Savi de Tové a vécu un moment de recueillement dans cette église qui fait partie de l'histoire religieuse et patrimoniale du Togo.

La portée de cette visite dépassait le cadre strictement spirituel. Pour marquer ce retour à Mission Tové, le président était accompagné d'une forte délégation gouvernementale composée des ministres Pacôme Adjourouvi, Gilbert Bawara, Kodjo Adedze et Calixte Madjoulba. Autorités administratives et chefs traditionnels de la région avaient également fait le déplacement, témoignant de



Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové (au milieu)

l'importance accordée à ce déplacement présidentiel.

Entre prières, chants et

échanges avec la population, cette journée a pris des allures de retrouvailles. Pour Savi de Tové, revenir à Mission

Tové, c'est rappeler le lien indéfectible avec son village natal et honorer la mémoire d'un lieu qui a vu naître sa foi et son engagement. L'Église évangélique presbytérienne de Mission Tové, témoin de plus d'un siècle d'histoire, a servi de cadre à cette communion entre le Président de la République et les siens.

Avec cette première sortie officielle à Mission Tové, Jean Lucien Savi de Tové allie devoir républicain et attachement aux racines, dans un geste hautement symbolique salué par les habitants de ce canton de la préfecture du Zio.

TM

Togo-Bénin

Opérationnalisation du Groupement local de coopération transfrontalière

Les autorités béninoises et togolaises poursuivent le renforcement de leur coopération transfrontalière dans le cadre du Programme frontière de l'Union africaine (PFUA), à travers l'opérationnalisation du Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT).

Plan transfrontalier de développement local (PTDL). Les échanges ont également porté sur les mécanismes de gouvernance, de coordination et de mise en œuvre des actions

commune du Bénin et du Togo de consolider les relations de fraternité, de coopération et d'intégration entre les populations vivant de part et d'autre de la frontière.

La prochaine étape de ce processus est annoncée pour le 15 mai 2026 à Ouaké, avec la session officielle d'installation du bureau du GLCT. Cette rencontre sera suivie d'une visite de terrain des zones concernées afin de permettre aux différentes parties prenantes d'apprécier les réalités locales et de renforcer la coordination des actions transfrontalières.

Cette session enregistrera la participation de plusieurs partenaires et institutions régionales et internationales, notamment le Programme frontière de l'Union africaine, la GIZ, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa).

À travers cette démarche, le Bénin et le Togo réaffirment leur engagement à faire des espaces frontaliers des zones de paix, de stabilité, de coopération et d'intégration sous régionale durable.

Edem Dadzie



Vue partielle des dirigeants présents à la rencontre (Crédit photo : territoire.gouv.tg)

Dans cette dynamique, une importante rencontre de validation des documents statutaires du GLCT s'est tenue le jeudi 07 mai 2026 à Ouaké, au Bénin. Les travaux ont réuni les acteurs institutionnels, techniques et locaux impliqués dans le processus de coopération transfrontalière entre les deux pays.

Cette séance a permis d'examiner et de valider plusieurs documents de référence devant encadrer le fonctionnement du GLCT, notamment le

communes au profit des communautés frontalières. Le processus concerne particulièrement les communes de Ouaké et Copargo au Bénin, ainsi que Binah 1 et Binah 2 au Togo. Il vise à promouvoir une gestion concertée des espaces frontaliers, à renforcer la stabilité et à impulser le développement local dans les zones concernées.

Soutenue par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères à travers la GIZ, cette initiative traduit la volonté

Parlement de la Cédéao

Mémounatou Ibrahima se voit décerner le prix "Inspire Her"

Après l'ouverture de la session ordinaire il y a quelques jours, la présidente du Parlement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Mémounatou Ibrahima et son institution ont accueilli un master class exécutif, le jeudi 7 mai 2026.

leur est systématiquement restreint, les arcanes de la régulation commerciale leur sont généralement étrangers, les chaînes de valeur mondiales se ferment devant elles comme des forteresses.



Mémounatou Ibrahima (à gauche) durant la réception de son prix

Organisée par l'Association des femmes parlementaires de la Cédéao (Ecofepa), le master class avait pour thème : « Promouvoir la participation des femmes au commerce mondial et aux opportunités d'exportation dans l'espace Cédéao ». À cette occasion, la Togolaise a rappelé qu'il leur incombe de répondre à un appel pressant, celui de « démocratiser la prospérité pour tous les citoyens ». Bien que représentant plus de 70% des activités commerciales transfrontalières informelles, les femmes demeurent largement absentes des circuits formels d'exportation. Cela procède du fait que l'accès au financement

Inclure donc les femmes dans le commerce formel n'est pas une option. « C'est la condition sine qua non d'une prospérité durable », estime Mémounatou Ibrahima.

« Les organisatrices, en cette journée spéciale, m'ont fait l'honneur de me décerner le prix "Inspire Her" en reconnaissance du leadership et de mon engagement indéfectible pour l'autonomisation des femmes », a indiqué la cheffe du Parlement de la Cédéao.

« Ce prix symbolise également, l'inspiration que nous devons être pour les jeunes filles à travers notre sous-région », a-t-elle conclu.

TM

Niger/Presse**Niamey suspend plusieurs médias étrangers**

Après les suspensions actées et définitives des médias français au Burkina Faso la semaine dernière, leurs jours étaient également comptés chez les voisins de l'AES, notamment au Niger. Comme si ces pays se sont passés le mot d'ordre, Niamey a pris, vendredi 8 mai 2026, une décision similaire de suspension de plusieurs médias étrangers à l'approche d'un sommet diplomatique sensible qui se tient à Nairobi.

Sont notamment concernés Radio France Internationale, France 24, Agence France-Presse, ainsi que TV5 Monde, TF1 Info, Jeune Afrique et Mediapart. Selon le communiqué officiel, la mesure s'applique à l'ensemble des supports de diffusion, des chaînes satellitaires aux plateformes

numériques. Depuis le coup d'État de juillet 2023, le Niger s'est engagé dans une rupture progressive avec la France, ancienne puissance

la Russie, s'est accompagné d'un discours politique centré sur la souveraineté nationale et la dénonciation de « l'impérialisme ». Les médias internationaux,

été suspendus peu après le putsch. Dans la région, cette tendance s'inscrit dans un mouvement plus large : au Burkina Faso et au Mali, des décisions similaires ont été prises contre plusieurs médias occidentaux.

Au Niger, la pression ne se limite pas aux acteurs étrangers. Selon les Nations unies, treize journalistes ont été arrêtés en 2025, certains restant détenus pour des motifs liés à la sûreté de l'État. Parallèlement, l'arsenal juridique s'est renforcé, notamment avec une législation plus stricte encadrant la diffusion de contenus numériques.

Les indicateurs internationaux témoignent de cette dégradation. En 2026, Reporters sans frontières

classe le Niger à la 120e place mondiale en matière de liberté de la presse, une chute significative. Des organisations comme Amnesty International dénoncent un recul préoccupant des libertés fondamentales.

L'annonce intervient enfin dans un contexte diplomatique sensible, à la veille du sommet « Africa Forward » prévu à Nairobi, au Kenya, auquel Niamey ne participera pas. Au-delà de la dimension sécuritaire, cette décision traduit une volonté politique assumée : reprendre le contrôle du récit national, au risque d'accentuer l'isolement informationnel du pays.

T.M.



coloniale. Le départ des troupes françaises, suivi d'un rapprochement avec de nouveaux partenaires comme

en particulier français, ont rapidement été ciblés. Radio France Internationale et France 24 avaient déjà

Sénégal / Réforme du Code électoral**Adoption en seconde lecture : le président Diomaye Faye entre refus de promulgation et saisine du Conseil constitutionnel**

Adoptée en seconde lecture, la réforme du Code électoral sénégalais cristallise un débat de fond sur l'équilibre entre assainissement du jeu démocratique et instrumentalisation du droit à des fins politiques. Elle place désormais le chef de l'Etat, dont les récentes sorties ont critiqué les agissements de son parti le PASTEF, dans une position délicate car il doit désormais trancher entre consolidation de sa majorité et préservation de l'équilibre institutionnel.

Portée par la majorité issue de Pastef-Les Patriotes, la réforme ambitionne de redéfinir les règles d'inéligibilité. Elle recentre les motifs d'exclusion sur

des infractions graves — corruption, blanchiment, détournement de deniers publics — tout en limitant leur durée dans le temps. Dans le même mouvement, elle abroge des dispositions jugées excessives, notamment celles liées aux condamnations pécuniaires. Mais c'est la rétroactivité introduite dans le texte qui en constitue le point de bascule. En permettant l'application des nouvelles règles à des condamnations antérieures, la réforme dépasse le simple cadre technique pour entrer de plain-pied dans l'arène politique. L'opposition y voit une manœuvre visant à lever les obstacles juridiques à une candidature du Premier

ministre Ousmane Sonko à l'élection présidentielle de 2029.

Une accusation que récuse la majorité. Pour ses promoteurs, à l'image de Ayib Daffé, il s'agit avant tout de mettre fin à l'instrumentalisation des procédures judiciaires dans la compétition politique. Une lecture contestée par plusieurs figures de l'opposition, dont Thierno Alassane Sall, qui dénoncent une réforme « orientée » et adoptée dans des conditions jugées expéditives.

Dans ce contexte, la marge de manœuvre présidentielle apparaît étroite. Ne pas promulguer la loi reviendrait à désavouer sa propre majorité

et à fragiliser l'architecture politique issue de son élection. À l'inverse, une promulgation sans réserve l'expose à des critiques sur un possible affaiblissement des principes juridiques, notamment en matière de non-rétroactivité.

L'hypothèse d'une saisine du Conseil constitutionnel pourrait offrir une voie de sortie institutionnelle, en transférant l'arbitrage sur le terrain du droit. Mais là encore, l'enjeu dépasse la seule conformité juridique : il touche à la perception d'un État de droit capable de résister aux tensions politiques.

En filigrane, cette réforme révèle les lignes de fracture

d'une transition politique encore en construction. L'héritage du précédent pouvoir de Macky Sall, marqué par des confrontations judiciaires et politiques, continue de peser sur les choix actuels.

Pour Bassirou Diomaye Faye, la décision à venir s'apparente ainsi à un test de gouvernance. Entre fidélité à une promesse de rupture et exigence de consolidation institutionnelle, le chef de l'État joue une séquence clé de son mandat, sous le regard attentif d'une opinion publique et de partenaires internationaux soucieux de la trajectoire démocratique sénégalaise.

T.M.

Tchad / Opposition**8 opposants condamnés à 8 ans de prison ferme**

Les prévenus, tous membres de la principale coalition d'opposition au président Mahamat Idriss Déby, avaient été arrêtés une semaine avant une « marche de protestation et d'indignation » interdite par le gouvernement.

Les prévenus, tous membres du Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP), principale coalition d'opposition au président Déby, avaient été arrêtés une semaine avant une « marche de protestation et d'indignation », à laquelle le GCAP avait appelé à participer et qui a été interdite par le gouvernement.

Ils avaient par la suite été placés en détention provisoire dans le cadre d'une enquête judiciaire pour « association de malfaiteurs, mouvement insurrectionnel, rébellion et détention illégale d'armes de guerre ».

« Nous ne sommes pas surpris mais déçus par cette décision de justice qui s'est basée sur des infractions inexistantes » a réagi Me Moussa Adoum, avocat des militants, qui regrette « qu'on puisse utiliser la justice comme instrument de pression politique ». « Nous allons demander qu'un jugement soit rouvert devant

la cour d'appel de N'Djamena siégeant en matière correctionnelle pour que la cour puisse statuer sans pression politique », a-t-il ajouté.

La veille de l'arrestation des huit présidents de parti, le ministre de la sécurité avait annoncé la dissolution du GCAP par un arrêt de la Cour suprême, exigeant des membres de la coalition qu'ils « cessent immédiatement cette manœuvre, constitutive d'un trouble à l'ordre public », en référence à la manifestation qu'ils organisaient. Mahamat Idriss Déby a été

élu président du Tchad en mai 2024, lors d'une élection contestée et boudée par une bonne partie de l'opposition, après avoir été à la tête d'une transition durant trois ans à la suite de la mort de son père Idriss Déby Itno, tué par des rebelles en se rendant au front après trente ans à la tête du pays.

Le GCAP, qui fédère 13 partis politiques et des représentants de la société civile, est la seule plateforme à avoir systématiquement contesté les élections et appelé au boycott. Dans un communiqué publié à la mi-avril sur les réseaux

sociaux, le GCAP appelait les Tchadiens à manifester contre « l'injustice, l'exclusion et pour le rétablissement de nos droits, de nos libertés et de la justice ».

Le parti les Transformateurs, un des principaux partis d'opposition au Tchad, avait appelé à la libération des huit opposants au début de mai lors d'un rassemblement en soutien à leur président, emprisonné depuis près d'un an, au cours duquel un militant a été tué par les forces de l'ordre.

Le Monde Afrique

Commerce

La Chine demeure le principal fournisseur du Togo au 4^e trimestre 2025

La Chine a consolidé sa position de premier fournisseur du Togo au 4^e trimestre 2025. Selon les données du commerce extérieur publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Inseed), les importations togolaises en provenance de l'Empire du Milieu ont atteint 160,5 milliards FCFA sur la période, représentant près de 30 % des achats extérieurs du pays.

Avec cette performance, Pékin devance largement la France, deuxième fournisseur du Togo avec 41,2 milliards FCFA d'exportations vers le marché togolais, soit 7,7 % des importations nationales. Le Nigeria complète le trio de tête avec 31,5 milliards FCFA et une part estimée à 5,9 %.

Les statistiques de l'Inseed montrent également une diversification

progressive des partenaires commerciaux du Togo. Parmi les autres principaux fournisseurs figurent l'Inde, le Japon, la Turquie, les États-Unis, les Pays-Bas, le Burkina Faso et la Malaisie. Ensemble, les dix premiers partenaires commerciaux concentrent 66,6 % des importations togolaises au cours du trimestre étudié. Sur l'ensemble du 4^e trimestre 2025, les importations du pays se sont établies à 536,4 milliards FCFA pour un volume de 1,56 million de tonnes. Ces chiffres demeurent nettement supérieurs aux exportations, évaluées à 253,5 milliards FCFA sur la même période.

Les achats effectués par le Togo concernent principalement les produits manufacturés, les hydrocarbures, les équipements industriels, les biens de consommation ainsi que divers intrants

destinés aux activités commerciales et industrielles. La domination chinoise traduit notamment l'importance des équipements et produits

commercial élevé. Au 4^e trimestre 2025, l'écart entre les importations et les exportations s'est établi à 282,9 milliards FCFA. En glissement annuel, les

en valeur et de 52,4 % en volume.

Cette progression des exportations contribue à ralentir légèrement la détérioration de la balance



Port de Lomé

manufacturés importés pour alimenter le marché local et les activités de réexportation vers les pays voisins.

Cette dynamique commerciale maintient toutefois le pays dans une situation de déficit

importations ont progressé de 9,5 % en valeur par rapport à la même période en 2024. Mais les exportations ont enregistré une évolution encore plus soutenue. Les ventes togolaises vers l'extérieur ont augmenté de 23,4 %

commerciale. Selon les données officielles, le déficit commercial du Togo a ainsi reculé de 0,6 % sur un an, malgré le poids toujours important des importations dans l'économie nationale.

Edy Alley

Togo

Le Djanta Tech Hub lancé pour stimuler l'écosystème numérique national

Le Togo amorce une nouvelle étape dans sa stratégie de transformation numérique avec le lancement officiel du Djanta Tech Hub, inauguré le jeudi 9 mai à Lomé par le ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique. Pensé comme un espace d'innovation et d'accompagnement entrepreneurial, ce hub technologique ambitionne de devenir un moteur de développement pour les startups togolaises et les jeunes porteurs de projets.

technologique dans leurs projets. À travers des programmes de préincubation, d'incubation, de mentorat et de coaching, les promoteurs entendent transformer des idées innovantes en entreprises viables et compétitives.

Pour son premier cycle d'accompagnement, le Djanta Tech Hub travaillera avec un incubateur panafricain déjà présent

accompagnement entre juin 2026 et juillet 2027.

Le projet prévoit également le lancement du Fonds "Start", destiné à soutenir une trentaine de jeunes entrepreneurs porteurs de solutions innovantes. Les subventions annoncées atteignent en moyenne 15 000 euros par projet. Plusieurs partenaires techniques et financiers, dont la GIZ, LuxDev et l'Union européenne, participent à

notamment l'agriculture, la finance, le commerce, la logistique, le tourisme, l'éducation, les industries créatives et la productivité des très petites et moyennes entreprises.

des autorités togolaises de bâtir un vaste réseau d'incubateurs afin de favoriser l'émergence de talents locaux capables de proposer des solutions adaptées aux réalités



Installé sur un site regroupant également l'Agence Togo Digital et le Togo AI Lab, le Djanta Tech Hub est présenté comme le premier maillon d'un futur réseau national de centres technologiques qui seront progressivement déployés sur toute l'étendue du territoire. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet d'accélération de la transformation numérique du Togo, soutenu par la Banque mondiale.



Le hub a pour mission d'accompagner les entrepreneurs intégrant une composante

au Nigeria, au Kenya et au Rwanda. Grâce à ce partenariat financé par l'État, soixante-douze startups bénéficieront d'un

cette dynamique.

Le Djanta Tech Hub cible des secteurs considérés comme stratégiques pour l'économie togolaise,

Deux principaux programmes ont été présentés lors de la cérémonie. Le programme "Idée-Action" sera consacré à la préincubation des projets innovants en phase de conception, tandis que "Innov'Action" accompagnera des startups disposant déjà de solutions testées sur le marché.

Prenant la parole, la ministre Cina Lawson a expliqué que le terme "Djanta" symbolise le courage nécessaire pour entreprendre et innover. Elle a rappelé l'ambition

nationales.

La cérémonie s'est achevée par une visite du Togo AI Lab et de l'Agence Togo Digital, deux structures appelées à collaborer étroitement avec le hub. Pour les responsables du projet, cette proximité permettra de créer davantage de synergies entre l'administration publique, les experts technologiques et les startups locales, dans la perspective de faire du Togo un pôle régional de l'innovation numérique.

E. A

Infrastructures routières au Togo

La révolution qui façonne le quotidien

Les infrastructures routières sont en progression au Togo. Essentielles pour le transport sécurisé des personnes et des marchandises, elles facilitent la mobilité et le développement économique. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les avancées enregistrées par le pays dans le domaine et les impacts sur le quotidien des populations.

Maintenir les investissements dans les infrastructures routières

Pour le Togo qui se voudrait un pays émergent à l'horizon 2030, l'investissement

des engagements en 2025 et 2026. Une attention particulière est accordée au nord du pays.

Dans le Septentrion, les routes changent de visage. D'un chantier à l'autre, les travaux s'enchaînent, les kilomètres s'ajoutent et les localités longtemps enclavées s'ouvrent peu à peu. C'est parce que depuis quelques années, l'État multiplie les projets routiers dans cette partie du pays, avec l'idée de rapprocher les communautés, faciliter les échanges et soutenir le développement local.

À Sotouboua 1 (région Centrale), le mouvement est bien engagé. Depuis septembre 2025, les travaux de reprofilage et de drainage de 7,7 kilomètres de voies redessinent le paysage urbain. Financé par le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact 2025) et la Société autonome de financement de l'entretien routier (Safer), ce projet a tout d'un changement de cap. En plus de rendre la circulation plus fluide, il prépare la commune à accueillir de futurs aménagements : voirie modernisée, éclairage

la région de la Kara. En 2024, pas moins de 551,86 kilomètres de routes nationales y ont été entretenus. Ce chiffre pèse lourd dans le total de 2 384,41 kilomètres pris en charge sur l'ensemble du pays. C'est dire combien la région est au cœur de la stratégie nationale d'entretien et de modernisation du réseau routier.

Pour appuyer cette dynamique, les partenaires techniques et financiers accompagnent le pays. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a ainsi approuvé un décaissement de 30 milliards de FCFA en faveur du Togo. Cette enveloppe permettra d'aménager et de bitumer la route Tchaasémondé-Gandé-Agbang, au nord-est du pays.

L'ambition des autorités est de désenclaver la région de la Kara, de fluidifier les échanges et de renforcer les liens avec le Bénin voisin. Une route comme celle-là ne se limite pas à relier deux localités ; elle relie aussi des économies, des familles et des



Carrefour deux lions à Lomé

Moteur fondamental de la croissance économique, les infrastructures routières sont en constante transformation au Togo. Fruit d'un engagement politique à promouvoir le développement économique, social et l'intégration régionale, les routes se multiplient sur l'ensemble du territoire national. Des zones autrefois enclavées s'ouvrent aux activités économiques, laissant entrevoir un développement plus inclusif.

Définies comme l'ensemble des voies de circulation terrestre qui permettent le transport par des véhicules, les infrastructures routières sont d'une importance dans le développement de tout pays. Au-delà de la transformation urbaine qu'elles apportent, les routes facilitent le commerce, créent des emplois et améliorent l'accès aux services essentiels comme l'éducation et la santé. Elles réduisent également les coûts et les temps de transport, tout en favorisant le

développement durable.

Quand les routes bitumées se multiplient

Au cours de l'année 2024, 39 kilomètres de routes nationales ont été bitumés ou réhabilités. L'année suivante marque un tournant, avec 103 kilomètres réalisés, soit une progression de 64 kilomètres. Pour 2026, les prévisions s'établissent à 106 kilomètres, confirmant l'inscription de cet effort dans la durée.

Le passage de 39 à 103 kilomètres entre 2024 et 2025 correspond à une hausse de plus de 160 %. Une telle évolution traduit un changement d'échelle dans la conduite des projets d'infrastructures. Elle témoigne d'une capacité accrue à mobiliser des ressources, à planifier les chantiers et à exécuter les travaux dans des délais maîtrisés.

La stabilisation attendue autour de 106 kilomètres en 2026 correspond à une phase de consolidation, où l'objectif n'est plus seulement d'accélérer, mais d'assurer la qualité, la durabilité et la cohérence du réseau.

dans les infrastructures, surtout routières, devient une priorité pour relever les défis de son développement. Ainsi ces dernières années, le budget alloué aux réseaux routiers ne cesse d'évoluer.

En 2024, 85 milliards de



Circulation au rond-point Colombe de la paix

FCFA étaient destinés à des travaux de revêtement sur 180 km de routes et au bitumage d'environ 206 km supplémentaires avec un renforcement

public et assainissement renforcé.

Plus de 550 kilomètres entretenus dans la Kara

Le même souffle parcourt

opportunités.

Plus au sud, dans la région Centrale, un autre chantier progresse avec constance. Le tronçon Aléheridè-

Kpaza-Tchamberi, long de 30 kilomètres, est en voie de modernisation. Le projet, entamé il y a plus d'un an, prévoit une chaussée large et plusieurs ouvrages de franchissement pour sécuriser la circulation.

Une fois livré, il offrira aux habitants un accès plus rapide aux écoles, aux

et le Japon, cette voie changera profondément la physionomie de Sokodé.

Elle permettra de réduire le trafic des poids lourds dans le centre-ville, de fluidifier les échanges régionaux et de créer de nouvelles opportunités économiques le long du tracé. Ainsi, le nord du pays, longtemps

la politique de désenclavement des pistes rurales dans la Feuille de route gouvernementale a permis d'aménager et de réhabiliter au plus 4 000 km de pistes rurales à fin 2025. L'objectif étant de faciliter l'accès des populations aux infrastructures socio-économiques, de stimuler

d'une banque de données des pistes rurales (BDPR), pour rationaliser et mieux gérer les infrastructures. Aussi, l'expertise et l'appui financier des partenaires au développement à l'instar de l'AFD, du KFW, du PNUD, de la BAD, de la Banque islamique de développement et des pays comme la Chine et le Japon sont mis à contribution.

croissance inclusive et durable pour l'ensemble du territoire.

Cette amélioration de l'accessibilité contribue à réduire les inégalités territoriales et à renforcer la cohésion nationale. Elle permet également une meilleure circulation des personnes, favorisant les échanges culturels et sociaux.



Travaux de revêtement de voies

marchés et aux centres de santé. Dans cette zone proche de la nationale 1, chaque mètre de bitume posé rapproche un peu plus les populations du cœur économique du

Sokodé, un chantier stratégique

Le chantier qui attire le plus d'attention reste celui de la voie de contournement de Sokodé. Lancé en janvier 2025 par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le projet redéfinit les perspectives de mobilité dans la région. Longue de 16 kilomètres, la nouvelle voie partira de la RN1 à Tchalo, contournera la ville à l'ouest, croisera la RN17 sur l'axe Sokodé-Bassar avant de rejoindre la RN1 au niveau de Kidéoudé.

Ce tracé, conçu selon des standards internationaux, comprend deux tronçons bitumés, une chaussée large de 7 mètres, des accotements latéraux de part et d'autre et une emprise de 70 mètres. Avec un coût global estimé à 24,5 milliards de francs, financé grâce à un partenariat entre le Togo

freiné par l'état de ses infrastructures, devient progressivement un pôle de circulation et de vitalité.

Les zones rurales s'ouvrent davantage avec des pistes

Parties intégrantes des infrastructures routières, les pistes rurales constituent des voies de communication essentielles qui relient les zones rurales aux marchés et aux centres urbains. Grâce à ces infrastructures qui se multiplient dans les zones les plus reculées, les zones rurales ne cessent de s'ouvrir davantage.

Ce désenclavement porté par la Feuille de route gouvernementale se matérialise par la construction et la réhabilitation des pistes rurales. Au-delà de la modernisation qu'apportent ces travaux, c'est toute l'économie du pays qui se dynamise à travers un accès plus facile des populations aux services essentiels et l'écoulement des productions agricoles.

Dans son ensemble,

l'activité économique, et de soutenir le secteur agricole.

Dans cet élan et avec l'appui financier des partenaires au développement, des travaux massifs sont lancés pour assurer un mieux-être aux populations.

À travers ces travaux d'envergure, l'objectif est clair : rendre les zones rurales plus accessibles aux services sociaux tels que la santé, l'éducation, les équipements, favoriser les échanges commerciaux, améliorer l'accès aux marchés pour les produits agricoles, accroître les revenus des ménages et des exploitants et renforcer la politique agricole en permettant un meilleur écoulement des produits des zones de production. Aussi est-il question de promouvoir le développement inclusif en contribuant à la réduction de la pauvreté et en intégrant les zones rurales dans le développement global du pays.

Pour y arriver, la démarche a consisté en la création

Des retombées économiques et sociales tangibles

L'impact de la progression des infrastructures routières est déjà visible sur le terrain, transformant le quotidien des populations rurales. Les bénéfices sont multiples : un meilleur accès aux marchés permet aux agriculteurs de transporter leurs récoltes plus facilement et à moindre coût, réduisant les pertes post-récoltes et augmentant leurs revenus, le coût du transport ayant été réduit de moitié dans certaines localités.

Un autre avantage concerne l'accès aux services sociaux : le temps de trajet pour rejoindre les hôpitaux, les écoles ou les points d'eau potable a été considérablement réduit, améliorant ainsi la santé et l'éducation des populations rurales. Les routes favorisent également le dynamisme local et la mobilité des femmes et des jeunes, stimulant l'entrepreneuriat rural et urbain, créant des emplois et renforçant la cohésion sociale ainsi que la fluidité des échanges.

Par exemple, dans la région des Savanes, particulièrement ciblée par des programmes de résilience comme le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), les pistes tout comme les routes facilitent l'acheminement de l'aide humanitaire, la gestion des ressources naturelles et le développement des chaînes de valeur du bétail. En s'appuyant sur cette politique de désenclavement, le Togo pose les bases d'un développement équilibré entre zones urbaines et rurales, favorisant une

Les retombées des infrastructures routières se mesurent aussi à l'échelle du vécu quotidien. Une route bitumée, c'est moins de poussière en saison sèche, moins de boue en saison des pluies et des déplacements plus fluides en toute circonstance. Elle réduit l'usure des véhicules, diminue les coûts d'entretien et améliore le confort des usagers. Elle renforce également la sécurité routière, en offrant des conditions de circulation plus stables et mieux maîtrisées.

Relever les défis des infrastructures routières

Malgré les efforts du gouvernement pour améliorer la connectivité à travers les infrastructures routières, des défis persistent. Les plus récurrentes sont relatives au manque de financement pour le secteur, aux problèmes liés à la gestion des infrastructures routières existantes, au manque de coordination entre les acteurs.

Par ailleurs, le manque d'infrastructures suffisantes comme les ponts limitent la connectivité des zones rurales, surtout en saisons pluvieuses où la montée des eaux est considérable.

Face à ces défis, le gouvernement ne cesse de faire des appels au besoin, à l'appui technique et financier des partenaires au développement. Un accent particulier est également mis sur le partenariat public privé, stratégie par laquelle le gouvernement s'appuie sur les entreprises privées pour des projets qu'il ne pourra réaliser tout seul.

Caleb Akponou

Journée de l'Europe

Une célébration qui renforce les engagements pour le Togo

La représentation de l'Union européenne (UE) au Togo a célébré le vendredi 8 mai 2026, la Journée de l'Europe au musée Agnassan Paul Ahyi de Lomé. À l'occasion, elle a mis en lumière les réussites qui ont renforcé son importance sur la scène nationale et mondiale, ainsi que sa détermination à relever les défis contemporains.

Cette année, l'événement a mis en valeur la culture du Togo en mettant l'accent sur les œuvres de Paul Ahyi, un sculpteur, peintre, graveur et écrivain renommé, qui a été désigné artiste de l'Unesco pour la paix en 2009.

« Ce musée met à l'honneur Paul Ahyi, une fierté

de l'UE à soutenir le pays dans son processus de développement se traduit par la réalisation de plusieurs projets d'envergure. Au nombre de ces derniers, l'on pourrait citer le programme Global Gateway, qui permet de moderniser les infrastructures de transport sur la RN2. Dans cette même logique, pour accompagner le processus de développement du Togo, M. Gwilym a également annoncé lors de la célébration, le lancement prochain d'un dialogue trilatéral entre le gouvernement, les ambassadeurs européens et la Chambre de commerce européenne (Eurocham) pour favoriser l'investissement et l'emploi.

Face aux crises et tensions dans le Moyen-Orient qui impactent l'accès des populations à l'énergie électrique, l'Union européenne prévoit également mettre un accent sur les énergies renouvelables pour porter à 18 % le quota de l'énergie renouvelable dans la production électrique

nationale.

Aussi, M. Gwilym n'a pas manqué de souligner les grandes réussites obtenues par le Togo dans le contexte de la collaboration en matière d'aide publique au développement.

Un espace de soutien

Depuis sa création, l'Union

rassuré Gwilym Ceri Jones, ambassadeur de l'UE au Togo.

Relever les défis qui s'imposent

Devant les défis contemporains, caractérisés par des tensions géopolitiques, une intensification des conflits, une pression économique



Vue d'ensemble des parties prenantes à la célébration

Fort de l'importance de cette célébration de l'Union, l'événement a mobilisé plusieurs personnalités, au nombre desquelles, des représentants du corps diplomatique ainsi que des autorités traditionnelles et administratives.

Depuis 1950, l'Europe célèbre chaque 9 mai des valeurs communes de liberté, d'égalité et de démocratie, son union.

nationale qui continue d'inspirer. C'est un artiste exceptionnel, et on est très honoré de faire la fête de l'Europe ici, d'autant plus que l'Union européenne, à travers Togo Créatif (depuis 4 ans), soutient les réalisations des artistes togolais et togolaises », a mentionné Gwilym Ceri Jones, ambassadeur de l'UE au Togo dans son discours d'ouverture.

Au Togo, l'engagement



Des officiels à la célébration de la Journée

européenne s'est également établie en tant qu'espace de soutien et d'entraide mutuelle entre les États membres, assurant ainsi une réaction collective en cas d'attaque armée dirigée contre l'un d'eux.

« C'est un acquis colossal que nous défendons et approfondissons par une action constante de rénovation, de réforme et d'ambition nouvelle », a

et un risque sécuritaire, l'ambassadeur a confirmé la volonté de l'Europe de demeurer un partenaire fiable et solide. Dans ces moments éprouvants et incertains, l'Europe entend demeurer un allié stable et digne de confiance, pour promouvoir la collaboration et le respect du droit international, a réaffirmé l'ambassadeur.

Caleb Akponou

Unis dans l'humanité

Le Togo célèbre la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge

Le Togo a marqué de façon particulière l'édition 2026 de la Journée mondiale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En présence de Kossi Edjam, président national de la Croix-Rouge togolaise, Dr Kokou Wotobé, secrétaire général du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances, a lancé vendredi 8 mai 2026 à Lomé, les activités marquant la célébration.

Placée sous le thème : « Unis dans l'humanité », la cérémonie a mobilisé plusieurs personnalités. Au nombre de ces dernières, l'on note la présence du secrétaire général de la Croix-Rouge togolaise, du représentant pays du CICR, des représentants de la Croix-Rouge suisse et allemande, tous deux partenaires de la Croix-Rouge togolaise.

Étaient également présentes pour marquer cette journée, des autorités administratives, les membres et volontaires de la Croix-Rouge togolaise.

Quelle est la particularité de cette célébration ?

À travers la célébration

de cette année, il est particulièrement question pour la Croix-Rouge et ses partenaires de rendre hommage à l'engagement exceptionnel des millions de volontaires et travailleurs humanitaires, à travers le



Photo de famille

monde. Mieux, de marquer la naissance de Henry Dunant, fondateur du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et pionnier de l'action humanitaire moderne.

Pour Dr Kokou Wotobé, secrétaire général du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances, il est question à travers cette journée de renforcer les liens de

solidarité, de promouvoir l'inclusion et d'agir ensemble pour promouvoir la dignité humaine en toute circonstance.

« Dans un monde marqué par les crises sanitaires, les catastrophes naturelles,

le thème retenu raisonne comme un appel à l'unité, à la compassion, à la responsabilité collective et aux principes d'humanité », a-t-il mentionné.

Quid des activités de la Croix-Rouge au Togo ?

Pour Kossi Edjam, président de la Croix-Rouge togolaise, l'organisation est présente auprès des populations vulnérables.

« Grâce à l'engagement remarquable de 65 mille

volontaires et membres, elle intervient quotidiennement dans plusieurs domaines essentiels : la santé communautaire, la prévention et la gestion des catastrophes, l'assistance humanitaire, la promotion de l'hygiène et de l'assainissement ; l'accompagnement des personnes vulnérables, la sensibilisation des communautés, ainsi que la promotion des valeurs humanitaires et de la paix », a-t-il listé.

Saisissant l'occasion, M. Edjam n'a pas manqué d'inviter tous les membres et volontaires de la Croix-Rouge à rester unis aux côtés des personnes vulnérables que l'organisation est appelée à servir.

À la communauté internationale, le président national de la Croix-Rouge, l'invite au respect des volontaires dans leurs activités au quotidien et à la promotion de la paix à travers le monde.

Un engagement pour l'œuvre humanitaire

Pour Languie Beleyi Koutchaka, point focal

national Jeunesse de la Croix-Rouge, la cause humanitaire doit être une cause universelle.

« J'ai choisi d'être volontaire, pas seulement pour les actions que la Croix-Rouge mène sur le terrain. Mais je l'ai choisi parce que j'ai foi que la cause humanitaire est une cause noble où tout le monde devrait mettre la main pour construire sa communauté », a-t-elle déclaré.

Les activités au programme de la célébration

Une pluralité d'activités sont au programme de l'édition 2026 de la Journée mondiale de la Croix-Rouge au Togo.

« Pour cette célébration, beaucoup de volontaires sont mobilisés pour donner le sang et mobiliser les communautés pour le faire... Nous prévoyons également des jeux et des activités sportives pour marquer l'événement », a mentionné Kossi Edjam, président de la Croix-Rouge togolaise.

Caleb Akponou

Le zéro droit de douane chinois

Une clé en or pour l'Afrique

Dans un contexte international marqué par une recomposition accélérée des rapports de puissance, où la multipolarité s'accompagne d'une forme de désordre systémique, les dynamiques économiques mondiales oscillent entre tentations protectionnistes et stratégies de captation des ressources. La Chine propose une approche alternative en ouvrant largement son marché, fort de 1,4 milliard de consommateurs, en instaurant le traitement du tarif douanier zéro à 100% de catégories de produits africains exportés vers la Chine.

Cette initiative s'inscrit dans la vision portée par S. E. M. Xi Jinping, selon laquelle « sur la voie de la modernisation, aucun pays ni aucun peuple ne doit être laissé pour compte ». Elle reflète que la Chine entend promouvoir une coopération fondée sur un principe de bénéfice mutuel, en particulier avec le continent africain. Dans cette logique de partenariat gagnant-gagnant, M. Wang Yi, ministre chinois des affaires étrangères, résume l'approche en des termes évocateurs : "procéder à une soustraction des droits de douane pour permettre une addition des échanges commerciaux et, à terme, une multiplication des conditions de vie des populations".

D'emblée, une formule imagée résume à elle seule, le caractère unique du continent africain : «

Dieu a dormi en Afrique et y a oublié son portemonnaie ». Au-delà de sa dimension métaphorique, cette expression renvoie à une réalité économique tangible : l'Afrique dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel, encore insuffisamment valorisé dans les échanges internationaux.

L'Afrique concentre environ 30 % des ressources minérales mondiales, avec, pour certains minerais, une domination largement majoritaire à l'échelle internationale. Cette position lui confère un rôle de premier plan : le continent s'impose comme un leader pour plusieurs ressources critiques et comme un acteur central de la transition énergétique, en détenant une part significative des minerais indispensables aux technologies contemporaines.

Au-delà du secteur minier, l'Afrique dispose d'un potentiel agricole considérable, fondé sur l'abondance de terres arables et une grande diversité climatique. Dans ce contexte, la décision de la Chine d'instaurer le traitement du tarif douanier zéro à 100% de catégories de produits africains marque un tournant majeur.

Cette initiative ne se contente pas d'offrir un

avantage tarifaire. Avec une approche pragmatique, libérée des lourdeurs administratives, elle propulse les échanges vers une fluidité inédite. Résultat ? Un accès direct, sans entrave, au marché chinois, un géant de la consommation mondiale, désormais à portée de main.



L'ouverture du marché chinois à 0 % de droits de douane constitue une opportunité historique pour les économies africaines. Toutefois, une telle ouverture ne produit d'effets structurants que si elle est accompagnée de transformations internes profondes. L'expérience des échanges commerciaux internationaux montre en effet que l'accès préférentiel à un marché ne garantit pas, en soi, une augmentation des exportations, encore moins une montée en gamme durable. C'est dans cette perspective que se pose la question centrale : comment transformer un avantage tarifaire en avantage économique réel et soutenable ?

Si la décision chinoise d'accorder un accès préférentiel à 0 % de droits de douane constitue indéniablement une opportunité majeure pour les économies africaines, elle ne saurait être appréhendée comme un levier automatique de croissance des

exportations. L'ouverture du marché chinois, en dépit de son ampleur, impose des exigences élevées en matière de qualité, de conformité normative, de compétitivité et d'organisation des chaînes de valeur. Dès lors, la transformation de cet avantage tarifaire en bénéfice économique tangible suppose l'élaboration de stratégies nationales cohérentes, fondées sur une structuration rigoureuse des filières productives et une capacité accrue à répondre aux standards internationaux.

Dans ce cadre, chaque pays africain est appelé à définir une trajectoire spécifique, en fonction

de ses ressources, de ses capacités institutionnelles et de son niveau d'intégration logistique.

L'Afrique se trouve aujourd'hui à la croisée d'une opportunité historique : le zéro tarif chinois n'est pas qu'une simple mesure commerciale, mais une porte grande ouverte vers un marché colossal, capable de redéfinir les équilibres économiques du continent. Comme nous l'avons vu, ce potentiel est immense, mais il ne se concrétisera pas de lui-même. Pour en tirer pleinement profit, il faut agir avec stratégie : adapter les produits aux exigences chinoises, investir dans la transformation locale, et s'appuyer sur des structures solides pour éviter les pièges des barrières non tarifaires ou des lacunes logistiques.

Transformer cette chance en avantage réel demande donc plus qu'une volonté : une organisation rigoureuse, des partenariats intelligents, et une vision claire des leviers à actionner. Les pays qui sauront aligner leurs forces sur ces conditions seront ceux qui capteront la valeur de cette nouvelle donne.

Dr. EGBETO Kofi John Idao,
Ancien Economiste
Principal à la Banque
mondiale
Consultant International

Opposition / CNCC

La manipulation comme arme d'une mobilisation ratée

Comme annoncé depuis quelques jours, le Cadre national de concertation pour le changement au Togo (CNCC) a eu son meeting à Lomé. Pour ce regroupement de l'opposition et de la société civile politiques, le peuple n'a pas répondu présent.

Durant son intervention, le professeur David Dosseh, porte-parole du CNCC a déclaré : « Dites-leur que nous avons recommencé. Ils pensaient qu'il n'y avait plus d'opposition au Togo. Ils disaient que la cinquième République est en marche. Mais dites-leur que nous sommes là ». D'accord, mais que prouvent pour

l'instant le CNCC ? Rien du tout.

Qui a autorisé ce meeting ? N'est-ce pas un ministre du premier gouvernement de la cinquième République ? Alors, en quoi la cinquième République n'est-elle pas en marche ? Par ailleurs, le CNCC est très loin d'inquiéter le pouvoir. En d'autres termes ce meeting est passé inaperçu, ce fut un non évènement. Mais certaines déclarations méritent qu'on s'y attarde.

En effet, comme le fait de jouer à la loyale avec le pouvoir ne suffit plus à rassembler des foules

et à les manipuler, l'on a choisi comme arme, le mensonge et la calomnie. « Regardez ce petit pays qui a d'énormes richesses. Aucun Togolais ne devrait souffrir. Malheureusement nous assistons à des détournements de fonds », relate le professeur David Dosseh.

« Récemment j'ai lu une étude menée sur dix ans (2013-2022), et qui montre qu'au Togo, l'on assiste à des détournements de fonds qui s'élèvent à 800 milliards de F CFA chaque année. Avec ça, l'on va faire un prêt de 22 milliards de F CFA auprès du Fonds

monétaire international (FMI) pour construire le pays, alors que ce qui est volé dépasse cette somme », a affirmé le médecin.

Mais, d'où tire-t-il ces incohérences ? Au fait, l'interview du professeur David Dosseh ne dit rien de nouveau et quand il parle de corruption, il s'agit d'un rapport d'un cabinet américain dont les données portent essentiellement sur les trafics d'or et autres minerais qui transitent par le Togo, et sur lequel l'on n'a pas le contrôle.

Il est à rappeler que le gouvernement avait

sollicité l'accompagnement de ce cabinet pour aider à traquer ce flux financier qui échappe à notre pays.... La complexité du phénomène hautement informel avait permis de réduire certaines branches mais pas totalement éradiquées.

Le professeur David Dosseh auraient donc dû s'informer suffisamment, avant de chercher à utiliser cette information comme une arme politique visant à manipuler les masses, et à susciter une mobilisation que le CNCC peine à obtenir.

Football**Le Togo forme une nouvelle génération d'encadreur**

Le Togo poursuit le renforcement des compétences des encadreur du football à la base. La Fédération Togolaise de Football (FTF) a tenu du 04 au 08 mai 2026, une première phase de formation des encadreur en vue de l'obtention de la Licence C CAF.

Ouvrant la formation, le Directeur Technique National, Dodzi Eklou Siabi, n'a pas manqué de rappeler l'enjeu de cette initiative pour le football togolais « Nous devons nous inscrire dans la dynamique du Plan stratégique de la Fédération Togolaise de Football. Cette formation vise à renforcer les éducateurs à la base, de manière structurée et cohérente », a-t-il mentionné.

Il a également souligné la rigueur du processus ayant conduit à l'organisation de cette session : « Les contenus et programmes ont été soumis à la CAF pour étude. Après un examen minutieux, l'instance continentale a

validé notre démarche et autorisé la tenue de cette formation au Togo ».

À travers cette nouvelle série de formations, la Direction Technique Nationale entend donc doter les éducateurs des

leur compréhension du jeu et être en mesure de transmettre efficacement leurs acquis sur le terrain. Dans l'ensemble, la formation tenue sur cinq (5) jours, alterne cours théoriques et exercices pratiques. Elle enregistre

la FIFA. Leur engagement traduit une volonté affirmée qui contribuera, à terme, à enrichir et dynamiser l'environnement de l'encadrement technique ». A travers cette initiative, la FTF poursuit son ambition

par la Confédération Africaine de Football (CAF), la Licence CAF C est destinée principalement à l'encadrement des équipes de jeunes, des clubs amateurs et au football de base.

Décernée par l'instance continentale de football qu'est la CAF, la licence CAF C, valide des compétences pédagogiques et techniques pour former les jeunes talents (U15). Elle donne aussi le droit de travailler comme entraîneur de manière officielle, y compris hors du pays d'obtention, sur tout le continent africain.

Servant de tremplin vers la licence CAF B, la licence C CAF est nécessaire pour diriger les équipes professionnelles ou semi-professionnelles. En formant des acteurs de football à cette licence, le Togo entend professionnaliser son football et en faire un métier qui nourrit son homme.

TM-FTF**Des acteurs à la formation**

compétences essentielles, afin de bâtir un football de jeunes solide, organisé et tourné vers la performance durable.

Au total, ils sont 30 éducateurs sélectionnés pour cette première promotion. À l'issue de cette session, ils devront maîtriser les fondamentaux de l'entraînement, approfondir

également la participation de six femmes, un signal fort en faveur de l'inclusion.

Pour le directeur technique national, cette présence féminine est porteuse d'avenir : « Il est essentiel d'accorder une place importante aux femmes, conformément aux orientations de la CAF et de

de structurer durablement la formation des encadreur et de poser les bases d'un développement harmonieux du football togolais.

A quoi sert la licence C CAF ?

Diplôme d'entraîneur de football de niveau intermédiaire, délivré

Commissions de l'UFOA B**Trois Togolais intègrent les nouvelles instances**

L'Union des fédérations ouest-africaines de football zone B (UFOA B) a procédé samedi 9 mai 2026, à Abidjan, à l'installation de ces nouvelles commissions. Ces travaux, auxquels a pris part le colonel Guy Kossi Akpovy, président de la Fédération togolaise de football (FTF), ont consacré l'entrée de trois (3) Togolais dans les instances de cette organisation régionale de football.

régionale, avec la mise en place de plusieurs commissions stratégiques destinées à accompagner le développement et la modernisation du football dans l'espace UFOA B.

Le Togo y occupe une place importante avec la présence de trois représentants nommés au sein des nouvelles instances de l'organisation : le juge Gbadoe Dodzi,

des compétitions de la FTF), membre de la Commission du Développement.

La présence du président de la FTF à cette cérémonie traduit l'engagement du football togolais dans les grandes orientations du football ouest-africain et la volonté du Togo de contribuer activement au fonctionnement des instances régionales.

À travers les nominations susmentionnées, le football togolais voit également ses compétences reconnues au niveau sous-régional, dans des domaines clés liés à la gouvernance, à l'arbitrage et au développement du football.

L'installation de ces différentes commissions s'inscrit dans la dynamique de restructuration et de professionnalisation engagée par l'UFOA B afin de renforcer l'efficacité de ses organes et d'accompagner la croissance du football dans la zone ouest-africaine.

Qu'est-ce que l'UFOA B ?

Instance régionale de la Confédération africaine de football (CAF), l'Union des fédérations ouest-africaines de football - zone B (UFOA B) regroupe sept (7) pays membres que sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Nigeria et le Togo. Elle a pour mission d'organiser des tournois de jeunes et des compétitions

régional, à développer la communication sportive et à organiser des tournois scolaires. En tant que membre de la CAF, elle participe au renforcement de la pratique du football, en particulier chez les jeunes et à la promotion du football féminin.

Un autre volet de la mission de l'UFOA B, est d'organiser des sessions de formation

**Le président de la FTF pose avec deux membres des instances UFOA B**

Cette cérémonie marque une nouvelle étape dans le renforcement institutionnel de l'organisation sous-

président de la Commission d'Appel ; Me Atsou Kokou, membre de la Commission des Arbitres ; et Dobou Pafio (chef du département



qualificatives pour les Coupes d'Afrique des Nations (CAN U17 et U20). Basée à Abidjan, en Côte d'Ivoire, l'UFOA B travaille également à structurer le football

pour les officiels, les coordinateurs généraux et les acteurs des médias afin de garantir des standards de qualité élevés dans le football.

TM-FTF

Développement local

Le Pnud équipe 11 coopératives agricoles et artisanales au Togo

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le ministère chargé du Développement local ont remis, le 8 mai, des équipements d'une valeur de 271 millions FCFA à 11 coopératives des régions Maritime et Kara. Cette initiative vise à renforcer les chaînes de valeur agricoles et artisanales, améliorer les revenus des bénéficiaires et soutenir la mise en œuvre des Plans de développement communal dans plusieurs collectivités territoriales du pays.

Madame Seynabou Diaw, Représentante résidente a.i. du Pnud, a salué le leadership du gouvernement togolais, notamment à travers le Ministère délégué auprès du ministère de l'Aménagement du territoire chargé du Développement Local, pour son engagement en faveur de la décentralisation et du développement économique territorial. Elle a rappelé que ce partenariat a permis d'appuyer l'élaboration des Plans de développement communal (PDC), outils stratégiques essentiels pour identifier les priorités et orienter les investissements au niveau local.

Ces équipements remis au ministre délégué chargé du Développement local, M. Koamy Gbloékpo Gomado bénéficieront à 11 coopératives regroupant près de 300 membres, engagés dans des filières à fort potentiel telles que la poterie, l'élevage de volaille

et de petits ruminants, la production de maïs en contre-saison et la transformation de la noix de coco. Ces secteurs ont été identifiés comme moteurs de création d'emplois, de génération de revenus et de renforcement de la résilience économique des communautés locales.

Le lot d'équipements comprend des matériels de production et de transformation, des équipements agricoles et d'élevage, ainsi que des outils artisanaux adaptés aux besoins des bénéficiaires. Un important dispositif de tricycles a également été mis à disposition pour faciliter le transport des intrants et des produits, améliorant ainsi l'accès aux marchés et les conditions de travail des coopératives.

Par ailleurs, des équipements informatiques ont été remis à la commune d'Agoe-Nyivé 4 à travers son maire, Dr Abdul-Fahd Fofana, afin de renforcer ses capacités en matière de planification et de suivi du développement local.

"Ces divers équipements représentent un investissement de 271 millions de francs CFA. Cet appui traduit notre volonté d'apporter des réponses concrètes, structurantes et durables aux besoins exprimés par les collectivités territoriales et les acteurs économiques locaux", a

souligné Madame Diaw. S'adressant aux bénéficiaires, elle a insisté sur l'importance d'une gestion responsable, collective et transparente des équipements, condition essentielle pour garantir leur durabilité et maximiser leur



impact. Ces équipements constituent une véritable opportunité pour améliorer votre productivité et vos revenus. Leurs succès dépendra de votre engagement à les utiliser de manière efficace et solidaire», a-t-elle déclaré.

Le ministre M. Koamy Gbloékpo Gomado a rappelé que le développement des communes et des régions constitue l'une des priorités du gouvernement, résolument engagé à faire des collectivités territoriales de véritables pôles de développement harmonieux, équilibrés, résilients et durables.

À cet effet, il a rendu un vibrant hommage au Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, saluant son leadership et sa vision éclairée en matière de décentralisation, de gouvernance de proximité

et de valorisation des potentialités endogènes des territoires.

Dans son intervention, le ministre a souligné la place centrale qu'occupe l'agriculture dans l'économie des communes. Selon

lui, ce secteur constitue un levier essentiel pour la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Les équipements remis ont ainsi été soigneusement identifiés afin de répondre aux besoins spécifiques des producteurs, productrices, transformateurs et formatrices à la base.

Ces équipements traduisent une approche intégrée du développement local prenant en compte les différentes chaînes de valeur agricoles. La remise de ces matériels s'inscrit dans le cadre d'une collaboration étroite entre le gouvernement togolais, à travers le ministère chargé du développement local, et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dans le cadre du projet d'appui à l'entrepreneuriat

et au développement des opportunités dans les chaînes de valeur. Cette initiative vient également soutenir la mise en œuvre des Plans de Développement Communaux (PDC).

Le ministre a précisé que cet appui constitue une contribution concrète et déterminante à l'opérationnalisation des politiques territoriales dans les communes bénéficiaires, en favorisant un développement harmonieux, équilibré, résilient et durable. S'adressant aux maires, le ministre les a exhortés à assurer un suivi rigoureux afin de garantir une gestion durable, transparente et inclusive des équipements mis à disposition des communautés.

Aux bénéficiaires, notamment les membres des groupements et coopératives agricoles, il a rappelé que ces matériels représentent une importante opportunité de modernisation des pratiques agricoles et de transformation, avec pour objectif l'amélioration des rendements et le renforcement de leur autonomie économique.

Ce soutien devrait contribuer significativement à la mise en œuvre des Plans de Développement Communal et à l'amélioration durable des conditions de vie des populations bénéficiaires

Aképe

Des producteurs ruraux formés pour renforcer l'élevage avicole

Le centre de formation d'Aképe, dans la préfecture de l'Avé, a accueilli le 10 avril 2026 la cérémonie de clôture du projet « Autonomisation des petites agricultures au Togo ». Cette rencontre a marqué l'aboutissement de plusieurs mois de formation et d'accompagnement destinés à renforcer les capacités des producteurs ruraux dans le domaine de l'élevage avicole.

Mis en œuvre du 1er novembre 2025 au 31 mars 2026, le projet a été porté par l'organisation allemande Togo Goes On e.V., en partenariat avec l'association togolaise Bien Être de la Femme et de l'Enfant (BEFE), avec l'appui technique de CERDI et ADH Afrique. Le programme a bénéficié du soutien financier de la Stiftung Nord-

Süd-Brücken. L'initiative visait à améliorer l'autonomie économique des petits agriculteurs d'Aképe à travers la professionnalisation de l'élevage de volailles. Au total, vingt-cinq producteurs ont bénéficié d'une série de formations théoriques et pratiques axées sur plusieurs thématiques essentielles, notamment le lancement d'une activité avicole, la gestion des élevages, la prévention des maladies animales ainsi que le management technico-économique.

Durant la cérémonie, les participants ayant achevé le programme ont reçu leurs attestations de formation dans une atmosphère empreinte de satisfaction et de reconnaissance. Les

bénéficiaires ont salué la qualité des enseignements dispensés ainsi que l'approche pratique adoptée par les formateurs.

Pour plusieurs participants, cette expérience représente une véritable opportunité d'améliorer leurs activités génératrices de revenus. Certains ont confié avoir acquis des compétences directement applicables dans leurs exploitations, notamment en matière de gestion sanitaire et de rentabilité des élevages.

La rencontre a également permis aux partenaires et autorités présentes d'évaluer les retombées du projet sur les communautés locales. Assurant la modération des échanges, Tomtakou Tchassima, membre de la

coordination locale du projet, a facilité les discussions entre les bénéficiaires, les responsables des organisations partenaires et les invités.

Présent à Aképe pour la circonstance, Dr David Tchakoura, représentant de Togo Goes On e.V., a réaffirmé la volonté de son organisation de poursuivre les réflexions autour de nouvelles initiatives adaptées aux besoins des populations rurales. Il a insisté sur l'importance du partage des connaissances et du renforcement des compétences locales dans toute stratégie de développement durable.

La cérémonie a également enregistré la participation de

Mme Kpeli Poukpezi, cheffe d'agence du district Golfe de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT). Elle a salué l'initiative et encouragé le développement du centre de formation d'Aképe afin qu'il puisse devenir, à long terme, un partenaire fiable de l'État dans les programmes de formation agricole.

Dans une ambiance conviviale et festive, la rencontre s'est achevée par des échanges entre bénéficiaires et partenaires. À travers cette initiative, les structures impliquées espèrent contribuer durablement au développement agricole local et à l'amélioration des conditions de vie des familles rurales d'Aképe.

#MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

-50%
SUR LES
FRAIS



DEMANDEZ VOTRE CARTE
OPEN OU CHALLENGE VIA
L'APPLICATION MYCORIS
BANK OU EN AGENCE
INFO : 8283

La Banque Autrement

<https://coris.bank>

